

CANAL+

CHAQUE JOUR  
EST UNE FÊTE

ES 56  
CANAL+ CAMEROUN

REABONNEZ-VOUS  
A VOTRE FORMULE  
30 JOURS  
OFFERTS\*  
A TOUT CANAL+

4 MARIAGES

POUR UNE  
Lune de Miel

DU LUNDI AU VENDREDI A 18H15 SUR CANAL+  
POP

400 F CFA

www.radiointegration.com

# Intégration

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

DIRECTEUR DE PUBLICATION: THIERRY NDONG OWONA  
TÉL.: +237 222 232 352 / +237 676 203 709 / +237 690 020 339

N°639 DU LUNDI 9 DÉCEMBRE 2024

## COUP DE GUEULE

### L'AFRIQUE LIBRE ET SOUVERAINE EN MARCHÉ

Jean-Claude Djéréké

Il y a parmi nous des gens qui, il n'y a pas longtemps, trouvaient que Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye avaient tourné le dos aux engagements pris par eux dans l'opposition. Pour ces frères impatientes, les deux frères avaient trahi la lutte pour un Sénégal libre et souverain.

Ce sont les mêmes impatientes qui, après avoir chanté ses louanges, sont devenus les plus grands pourfendeurs de Dramane Ouattara.

Ils doivent comprendre aujourd'hui qu'il n'y a jamais rien de bon dans les jugements hâtifs et péremptaires, qu'il est toujours sage d'accorder un certain temps à quiconque vient de commencer avant de se prononcer sur son action.

Je me suis donc gardé d'emboucher la trompette des Africains qui, parce que Sonko et Diomaye Faye n'agissaient pas comme ils voulaient, les voyaient déjà comme des traîtres.

Ma lecture de la situation était que les deux hommes attendaient de bien se poser, c'est-à-dire d'avoir la majorité au Parlement, avant d'appliquer leur projet de société.

Ce 25 novembre 2024, le président sénégalais a déclaré que la France va devoir fermer ses bases militaires au Sénégal, là où Jean-Marie Bockel parlait de réduction et de cession de ces bases.

Je ne peux que le féliciter pour cette courageuse décision.

Félicitations également au Tchad qui vient de mettre fin à son accord de défense avec la France.

On attend le tour du Gabon et de la Côte d'Ivoire. Mais seuls des souverainistes peuvent exiger la fermeture des bases militaires françaises dans ces deux pays que Paris a longtemps considérés comme sa chasse gardée.

On veut des dirigeants souverainistes. Fini le temps des présidents qui cherchent à plaire à la France.

## NOUVEL IMMEUBLE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Page 11

# Sens et essence du Mandarin lu à Yaoundé

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Page 8

# La Cemac réadmise aux urgences



Sur convocation des présidents Paul Biya et Faustin Archangne Touadera, un sommet extraordinaire des chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) s'ouvre le 16 décembre 2024 à Yaoundé.

Comme une équipe médicale au chevet d'un malade au pronostic vital très préoccupant, dirigeants et décideurs de la sous-région sont assistés par des experts venus du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de la France.

Statistiques et prise de décision Pages 6-7

## L'ISSEA fait sa leçon

Cameroun

Page 4

# Yaoundé grippé, baumes en santé

Train de vie de l'Etat

Page 4

# Le gouvernement bat toujours la démesure

Ya-fé  
YAOUNDE EN FÊTE

LE YA-FE  
QUE JE  
MÉRITE!

20  
DÉC.  
2024

05  
JAN.  
2025

PALAIS DES CONGRÈS  
DE YAOUNDÉ



RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION N°010 / RDDP/ J12 / SAAJP \*\*\* TÉL. : +237 676 20 37 09 / 699 93 10 42

SOUS LE TRES HAUT PATRONAGE DE S. E. M. PAUL BIYA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
 UNDER THE VERY HIGH PATRONAGE OF H. E. MR. PAUL BIYA, PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON



## SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE DE YAOUNDE

YAOUNDE INTERNATIONAL AGRIBUSINESS EXHIBITION

Thème: «Agriculture et Agroalimentaire au cœur de la politique Nationale d'Import-Substitution».  
 «Agriculture and Agri-food at the Heart of National Import-substitution Policy»

9<sup>eme</sup> EDITION  
 MUSÉE NATIONAL  
 DU 23 AU 29 JUIN



### LES CONCERNÉS

- ◆ LES AGRICULTEURS
- ◆ LES ÉLÉVEURS
- ◆ LES PORTEURS DE PROJETS
- ◆ LES FABRICANTS D'EMBALLAGE
- ◆ LES INSTITUTS DE RECHERCHE
- ◆ LES ÉCOLES DE FORMATION
- ◆ LES ÉQUIPEMENTS DU SECTEUR INDUSTRIEL
- ◆ LES INDUSTRIES DU SECTEUR DE L'AGRO-INDUSTRIE
- ◆ LES OPÉRATEURS DE FINANCEMENTS
- ◆ LES OPÉRATEURS EN RECHERCHE DE PROCESS DE PRODUCTION

SOUSCRIPTIONS  
 EN COURS

Reflex Sarl, Régisseur exclusif du sialy

Infoline : (+237) 696 03 57 25 / 677 69 19 25 / 6 20 25 08 13

www.sialy.net - info@sialy.net - info.sialy@gmail.com

CHRONIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

# Ouverture et libération de l'Afrique: le tournant décolonial

«L'Afrique franco-phonie évince la France»; «En Afrique francophone, la France paye le "flou" sur l'utilité de sa présence militaire»; «Présence militaire en Afrique: La France réagit aux décisions du Tchad et du Sénégal»; «Afrique-France: comment Emmanuel Macron et Jean-Marie Bockel ont été pris de vitesse» ... La liste pourrait être longue. En Afrique comme ailleurs, les médias rivalisent d'imagination dans les titres pour vitupérer l'air du temps. Pas un jour sans qu'un article ne sorte sur la déliquescence des relations entre la France et deux de ses puissants alliés (Tchad et Sénégal). Pas un jour, non plus, sans que Paris ne parle de ses atouts (ceux de ses entreprises notamment) et des résultats impressionnants de sa politique étrangère. Bref du «rayonnement» de la France en Afrique. Lorsque les uns disent que les per-

formances de la France sont désastreuses, celle-ci trouve toujours des contre-exemples pour infirmer les prophéties accablantes en déployant des trésors de sophistication statistique. Nous en sommes là. Ce n'est pas nouveau.

Il en est ainsi des espaces de controverses au sein desquels les idées qui orientent la rupture entre l'Afrique et la France sont débattues. Il en est ainsi de leur capacité à créer des «coalitions de causes». Dans la forme tout Jean-René Meva'a Amougou n'est véritablement nouveau. Reste que, après avoir repéré les événements clés qui ont créé ce qui arrive à la France aujourd'hui, on peut espérer que ce qui se déroule actuellement en Afrique peut certes entraîner des bifurcations, mais doit surtout ouvrir des fenêtres d'opportunité, afin de modifier

l'équilibre entre les acteurs et leurs coalitions de cause. Conceptuellement, cela peut se faire en créant de nouveaux concepts et des connexions «transversales» avec d'autres champs de la pensée et de la pratique. Nous nous intéressons particulièrement à la façon dont ces luttes géopolitiques pour le droit de l'Afrique de se penser sans la France sont un défi lancé aux conceptions modernes de la spatialité et de la visibilité, tout en attirant aussi l'attention sur la relation complexe entre les luttes transformatrices des Africains et les pratiques de gestion des consciences qui cherchent à réguler leur mouvement. A partir de là, nous devons être attentifs aux effets perturbateurs et reproductifs de certaines pratiques. De plus, cela permet de prendre une autre direction, qui

consiste à retracer la relation Afrique-France «en avant et en arrière», à la fois géographiquement et historiquement, en poussant ainsi Paris à se confronter à son passé et à son présent coloniaux. Il faut bien se le dire: le tournant décolonial représente l'ouverture et la libération du point de vue de la pensée et des formes de vie (économies alternatives, théories politiques alternatives), l'épuration de la colonialité de l'être et du savoir; la déconstruction des liens vis-à-vis du sortilège de la rhétorique de la modernité, de son imaginaire impérial articulé à la rhétorique de la démocratie. Et, si elle gère bien cette séquence, l'Afrique portera assez facilement le mouvement de contestation qui l'anime. Elle facilitera le renouvellement des figures qui l'incarnent et la logique qui l'irrigue.

LE CHIFFRE

305 MILLIONS

Selon l'Organisation des Nations unies (Onu), c'est le nombre de personnes qui auront besoin d'aide vitale en 2025 dans plus de 30 pays et 9 régions d'accueil de réfugiés. «Le monde est en feu... Nous sommes confrontés à une polycrise à l'échelle mondiale et ce sont les personnes les plus vulnérables du monde qui en paient le prix. Nous sommes confrontés à l'impact de multiples conflits, de crises de plus longue durée et d'une férocité plus intense. Nous ne mettons pas fin aux conflits avant que les suivants ne commencent. Et le fait que ces conflits soient si féroces et que l'impact sur les civils soit si dramatique», a déclaré Tom Fletcher, Coordinateur des secours d'urgence des Nations unies et Chef du bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Onu.

L'HOMME

S.E AMNON KALMAR



Il est le nouvel ambassadeur d'Israël au Cameroun. Entré dans la carrière diplomatique il y a 35 ans, il a exercé, pour le compte de son pays comme ambassadeur régional pour les affaires administratives et consulaires dans la région Asie et Pacifique (basé à Bangkok, Thaïlande). Il a également occupé le poste de haut fonctionnaire administratif au consulat général et à la mission permanente d'Israël auprès des Nations Unies. Avant de devenir ambassadeur, M. Kalmar a été pendant des années consul dans les ambassades israéliennes en Suède, au Danemark et en Thaïlande. Au siège du ministère des Affaires étrangères à Jérusalem, il a occupé le poste de directeur du centre de contrôle et a récemment occupé le poste de directeur du cours des cadets des affaires étrangères. Titulaire d'un B.Ed & M.Ed- Master of Degree en éducation pour les personnes handicapées de l'Institut universitaire d'éducation d'Israël, il parle Hébreu, Anglais et Hongrois.

AGENDA

9 DÉCEMBRE 2024

Paris, Forum économique international sur l'Afrique 2024. Thème: «L'éducation et les compétences de demain en Afrique».

9-10 DÉCEMBRE 2024

Casablanca, Africa Financial Summit (AFIS) 2024.

4-7 FÉVRIER 2025

Addis Abéba, 26e Conférence de la Commission Régionale pour l'Afrique (CR26).

11-13 FÉVRIER 2025

Lagos, 9e édition du SAIPEC 2025 (Salon et Conférence Internationale du Pétrole de l'Afrique Subsaharienne).

12 FÉVRIER 2025

Londres, African Business Forum 2025.

Ongoung Zong Bella

Désormais, le pays peut se vanter de disposer de deux festivals qui permettent de dessiner les grandes lignes de sa position dans le dialogue avec les cultures du monde entier.

Le Cameroun est fort et respecté quand il porte ses valeurs, son patrimoine, sa créativité». La phrase du regretté Pr Jean-Baptiste Obama s'entend encore aujourd'hui avec la visibilité internationale du Ngondo. Fête culturelle et ancestrale de la communauté Sawa des régions du Littoral, du Centre, du Sud et du Sud-Ouest du Cameroun, il a été officiellement inscrit au patrimoine mondial de l'humanité lors de la 19e session ordinaire de l'Assemblée Générale de l'Unesco (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la culture), le 4 décembre 2024 à Asuncion au Paraguay. Selon le ministère camerounais des Relations Extérieures (Minrex), cette inscription est l'aboutissement d'un processus entamé en 2022. «Avec l'implication du président de la République, l'examen et la validation du dossier du

DIPLOMATIE CULTURELLE DU CAMEROUN

## Le Ngouon et le Ngondo en têtes d'affiches



Cameroun ont été particulièrement diligents par l'organisation onusienne; aussi cette inscription favorise la transmission des savoir-faire culturels que sa célébration renferme au même titre qu'elle lui donne une légitimité internationale. Cette reconnaissance mondiale assure au festival son rôle

d'instrument au service de la diplomatie culturelle du pays», explique-t-on au Minrex.

Retombées

Bien avant, lors de la 18e session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel tenue à Kasanè (Bots-

wana), le Ngouon, festival traditionnel et culturel du peuple bamoun, a été inscrit sur la liste représentative du patrimoine culturel et immatériel de l'humanité le 6 décembre 2023. «Avec le Ngouon et le Ngondo, il est déjà très facile de dessiner les grandes lignes de la position du Cameroun sur la scène internationale et les évolutions sur son image et sa culture qui en découlent», commente Christophe Tientcheu, internationaliste spécialisé en diplomatie culturelle. Selon lui, «le Ngouon et le Ngondo, par leur inscription au patrimoine de l'humanité, vont accompagner de manière plus efficace et lisible la scène culturelle camerounaise dans son dialogue avec les cultures du monde entier et, en même temps, affirmer sa vocation solidaire avec les autres cultures du monde afin de contribuer au développement».

Bobo Ousmanou

TRAIN DE VIE DE L'ÉTAT

*Au fil du temps, les consignes pour un État exemplaire sonnent comme un appel à l'immodestie dans les dépenses.*

D'abord quelques chiffres. Selon le projet de loi de finances 2025 soumis à l'examen des députés depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2024, la cagnotte souhaitée par le gouvernement pour les «achats de services» en 2025 connaît une augmentation de près de 50 milliards FCFA, passant de 487,8 milliards FCFA en 2024 à 536,5 milliards FCFA en 2025. Dans le chapitre réservé aux «dépenses de biens et services», les dépenses de communication-relations publiques sont projetées à la hausse à 63,4 milliards FCFA en 2025 (contre 60,9 milliards FCFA en 2024). Quant aux «frais de transport et de mission», le gouvernement sollicite 70,8 milliards FCFA en 2025, contre 67,3 milliards FCFA en 2024.

«A la vue de ces chiffres, l'on se demande si notre État qui, souvent, met en bonne place un petit couplet sur le thème de la réduction de son train de vie s'est oublié», commente Lucrèce Kamga. En écoutant cet analyste financier, le sujet n'est pas nouveau. Sauf qu'il revient l'attention par le fait qu'en 2025, il est tout à l'opposé de ce que les représentants de l'exécutif qualifient eux-mêmes ce que doit être l'attitude de l'État: exemplaire.



Le président de la République, Paul Biya

### Faits et méfaits

En effet, de façon réitérée, depuis plusieurs années, les membres de différents gouvernements ont été invités par le président de la République à une attitude de simplicité et de modestie. «Tenez! Le 20 juin 1987, le président Paul Biya annonçait une série de mesures pour réduire le train de vie de l'État. Ce fut le point de départ de l'ajustement structurel. Ainsi, comme de nombreux pays africains, le Cameroun est entré dans une ère d'ajustement à travers les fourches caudines des orga-

nisations du système de Brettons Wood. À l'occasion d'un conseil ministériel qu'il présidait au palais de l'Unité à Yaoundé, le 9 décembre 2014, le président de la République, Paul Biya avait édicté un train de mesures à opérationnaliser afin de réduire drastiquement le train de vie de l'État. Une circulaire de l'ex-ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey, relative à l'exécution du budget 2015 de l'État, suspend l'acquisition de nouveaux véhicules dans les administrations de l'État, «sauf instruction du Premier

## Le gouvernement bat toujours la démesure

ministre». Cette instruction n'a jamais été respectée par les ordonnateurs publics. En 2017, le ministère des Finances avait estimé à quelques 100 milliards FCFA, les économies que le Trésor public pouvait faire chaque année en respectant simplement les dispositions du décret du 18 octobre 2001, fixant les modalités d'acquisition des véhicules administratifs, de leur classification et leur affectation. Bien mise en exécution, cette mesure instruite par le président de la République, Paul Biya, aurait permis au trésor public de faire des économies non négligeables, mais elle n'a pas eu un grand impact dans la mesure où, toutes les autres rubriques de la ligne budgétaire sur laquelle les dépenses liées aux missions sont imputées sont restées intactes», rappelle Christian Tchoupé, autre analyste financier.

Pour ce dernier, «il reste encore plus à faire sur le terrain de la République irréprochable. Une vraie déontologie du politique fait défaut dans notre pays. Pour cela, il faudrait le courage d'ouvrir le chantier des règles existantes ou manquantes, d'assurer la visibilité des pratiques, des avancées et des lacunes, par une présentation consolidée du droit applicable».

### LE CHIFFRE

#### 120 MILLIONS FCFA

C'est l'enveloppe globale du soutien accordé par l'Etat du Cameroun à 200 entrepreneurs de l'agro-alimentaire à travers le Programme Transfagri en 2024. Le chiffre a été dévoilé le 1<sup>er</sup> décembre dernier, devant la Représentation nationale, par le Premier ministre, Joseph Dion Ngute. C'était lors de la présentation du Programme économique, financier, social et culturel pour l'exercice budgétaire 2025. Par ailleurs, les perspectives tracées par le Gouvernement pour l'année prochaine ont trait notamment à: l'opérationnalisation du Plan national de développement de l'entrepreneuriat au Cameroun; la densification de l'offre en structures d'incubation; l'accompagnement à la mise en place des clusters et des unités de production industrielle et le renforcement de l'opérationnalisation du mécanisme de financement par l'affacturage.

### L'HOMME

#### JOSEPH MARIEN ZAMBO BELINGA



Ce qui est incroyable dans la mort, écrit Patrick Baudry, ce n'est pas la mort elle-même, mais l'onde de choc qu'elle produit, le ravage qu'elle actualise». Pour revenir à l'onde de choc provoquée par le décès de celui qui, de son vivant officiait comme premier adjoint au maire de Mfou, il y a la mémoire qui relate l'histoire d'un élu local de 47 ans, très affable, sorti de la vie en compagnie de son frère cadet et de sa cousine. De là, on comprend toute l'importance que revêt le rituel funéraire vécu au niveau du chef-lieu du département de la (Mefou-et-Afamba. Mort des suites d'un accident de la circulation sur l'autoroute Yaoundé-Nsimalen dans la nuit 25 au 26 novembre 2024, cet ancien cadre des Aéroports du Cameroun sera inhumé le 21 décembre prochain à Nsimalen.

### AGENDA

#### 13-15 DÉCEMBRE 2024

Esplanade du stade Omnisports de Bepanda (Douala), Festi Bière.

#### 18 DÉCEMBRE 2024

Bonapriso (Douala), Fom des architectes.

#### 19 DÉCEMBRE 2024

Palais des Congrès de Yaoundé, Cameroon Business Awards.

#### 19-22 DÉCEMBRE 2024

Festival de l'artisanat de Yaoundé.

#### 20 DÉCEMBRE 2024

Mfou, Festival socio culturel de la commune de Mfou.

André Gromyko Balla

*Dans la ville aux sept collines, l'on assiste à une progression de la maladie et à la joie de vendeurs de produits antigrippaux.*

Depuis quelques semaines, on dirait qu'une lignée de grippe s'est installée dans la capitale du Cameroun. «Au rythme des éternuements et des toux, l'ensemble des indicateurs de cette maladie saisonnière fait observer est en une nette augmentation des taux de positivité dans certains quartiers de Yaoundé où le nombre de consultations chez le médecin grimpe et des hospitalisations sont passées à la hausse. La semaine dernière, l'activité liée à la bronchiolite était toujours en augmentation en médecine de ville et en milieu hospitalier chez les enfants de moins de 2 ans», détaille une formation

sanitaire privée dans son bilan hebdomadaire de surveillance des infections respiratoires aiguës. «Cette semaine, 18 enfants de moins de 2 ans ont été hospitalisés en service de réanimation après passage aux urgences, soit 26,1% de l'ensemble des hospitalisations en réa de bambins de cette tranche d'âge. Le niveau actuel des admissions reste toutefois inférieur à ce qu'il était l'an dernier, même s'il est encore bien trop tôt pour en tirer des conclusions sur le visage de l'épidémie cette saison», avertit la même formation sanitaire. «Si les congés de fin d'année favorisent généralement la diminution de la circulation de la grippe,

un rebond peut être observé après la rentrée. Les brassages familiaux lors des fêtes, puis le retour des enfants à l'école contribuera sans doute à refaire circuler les virus avec intensité. Il n'y a cependant rien d'étonnant car, comme les autres infections respiratoires, nous sommes dans la période favorable au virus», confie Omer Lagan, infirmier-major dans un hôpital de la place. Un constat partagé par de nombreux usagers. Suzanne, une fonctionnaire malmenée par la toux, pointe un doigt accusateur sur la poussière. Même attitude chez Junior, un professeur de lycée.

Ce problème de poussière fait le bonheur de cer-

### CHANGEMENT DE SAISON

## Yaoundé grippé, baumes en santé

tains produits antigrippaux. À la gare routière de Mvan, Julienne, enseignante du primaire à dans l'Est du pays, achète 10 boîtes. «Dans les brosses de Somalomo, on ne trouve pas de baume là-bas. Quand j'arrive à Yaoundé, j'en prends pour contenir la poussière et me prémunir contre la toux, la grippe et le rhume». Au lieu-dit Carrefour Barrière, nous rencontrons Josiane une des vendeuses de baumes. Elle dit avoir effectué les ventes de 50 000 FCFA ce vendredi 6 décembre. Une rente que la jeune dame entretient à coup de publicité auprès du grand public de la capitale.

## THERMOMÈTRE

### ISSEA: Une école quarantenaire en fête



Nouveau souffle pour le projet de LOBITO

À l'aube des festivités de ses 40 ans, une conférence de presse s'est tenue dans ses locaux le 22 novembre 2024. Le thème retenu pour ce 40ème anniversaire est «ISSEA, 40 ans au service de l'intégration sous-régionale à travers la formation et la recherche en statistique et en économie appliquée». L'ISSEA organise du 2 au 6 décembre 2024 à l'hôtel Mont Febe un colloque international sur la promotion de la statistique appliquée pour la prise de décision et le développement en Afrique CIPSA'2024. Ce colloque réunira des experts scientifiques de renommée mondiale, des décideurs politiques et des représentants du secteur privé, à l'effet d'échanger sur l'importance des sta-

tistiques dans le processus décisionnel pour un développement durable en Afrique.

#### Pôle d'excellence

L'ISSEA est aujourd'hui l'un des principaux centres d'excellence pour la formation statistique en Afrique, servant à renforcer les capacités techniques pour le développement économique et social du continent. A retenir du propos de circonstance du patron de l'ISSEA, Dr Marcel Opoumba: «c'est avec plaisir et une grande fierté que je vous accueille aujourd'hui en ces lieux à l'aube d'un événement historique de notre institution; l'Institut sous-régional de statistiques et d'économie Appliquée (ISSEA) qui célèbre cette an-

née son 40ème anniversaire; un jalon marquant son engagement pour la formation et le développement». A en croire le patron de l'institut de formation, «pour entrer à l'ISSEA, il faut non seulement avoir une tête bien faite, mais aussi bien pleine; l'on n'y entre par hasard, mais parce que nous sommes excellents et nous avons de la valeur».

L'Institut sous régional de statistiques et d'économie appliquée célèbre son quarantenaire. Créée le 19 décembre 1984, par un acte additionnel de la conférence des chefs d'Etat de l'Union douanière des Etats de l'Afrique centrale (UDEAC), aujourd'hui CEMAC, l'ISSEA est une institution spécialisée avec pour missions: la formation initiale, la formation continue et la recherche appliquée. Au cours des quatre dernières décennies, l'ISSEA a joué un rôle crucial dans la formation des statisticiens et dans le domaine de la recherche appliquée, tant pour les pays membres de la CEMAC que pour l'ensemble du continent africain.

Louise Nsana

## MARCHÉS

### Marché du crédit bancaire en Cemac: 57,85% des parts pour le Cameroun

À l'occasion de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), les banques ont accordé 2 454,8 milliards de FCFA de crédit au premier trimestre 2024. Ce qui représente une baisse de 0,30% sur les 2 462,1 milliards de FCFA octroyés à la même période un an plus tôt. Selon la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) qui en dresse le rapport, «les crédits bancaires ont représenté 99,48% de l'enveloppe globale, soit 2 670,9 milliards, contre seulement 0,52% pour les établissements financiers, soit 12,7 milliards».

Le Cameroun domine ce marché du crédit avec 57,85% du total des nouveaux crédits de la Cemac, contre 63,89% le trimestre précédent. La Centrafrique fait office de dernier de la classe en la matière, avec un volume de 1,35% des crédits, contre 1,54% trois mois plus tôt. Le Gabon occupe la deuxième place sur ce marché avec 21,13%. Il est suivi par le Tchad (9,46%), le Congo (6,52%) et la Guinée Equatoriale (3,64%). «Au

cours de la période sous revue, les taux d'intérêt servis aux particuliers ont progressé de 245 points de base à 16,81%, contre 14,35% un an auparavant. Concernant les PME, les taux débiteurs ont progressé de 46 points de base à 10,48%, contre 10,02% au premier trimestre 2023. Entre les premiers trimestres 2023 et 2024, les taux débiteurs des GE ont progressé de 289 points de base, de 6,94% à 9,94%. Quant aux autres personnes morales (les ONG, les Ambassades, etc.), les taux débiteurs moyens des nouveaux crédits octroyés se sont élevés à 10,49% au cours du premier trimestre 2024, contre 9,28% un an plus tôt. Pour ce qui est des administrations publiques et des collectivités territoriales décentralisées, les 11 taux débiteurs servis ont reculé de 157 points de base à 8,03% sur la période sous revue, contre 9,60% il y a un an», souligne la banque centrale.

LN

## INDICATEUR

### Afrique centrale et de l'Ouest: 57 millions d'enfants privés d'école



Menace sur l'avenir de l'avenir du continent

La situation de la petite enfance reste une préoccupation majeure dans les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest où, conflits, chocs climatiques renforcent la vulnérabilité des populations. Notamment celles les plus pauvres. Le sujet est remis au goût du jour à la faveur du Sommet

mondial pour l'éducation à la paix tenue à Paris du 27 au 28 novembre 2024. «Il y a trop d'enfants malnutris, en mauvaise santé. Il y a trop d'enfants qui n'ont pas accès à l'eau et à l'assainissement et trop d'enfants qui ne sont pas à l'école. Savez-vous qu'en Afrique de l'Ouest

et du Centre nous avons 57 enfants en âge d'être à l'école primaire et secondaire qui n'y sont pas? Quel avenir nous voulons pour cette région du monde si nous avons tant d'enfants hors de l'école? Près d'un enfant sur trois est en dehors de l'école», a déclaré le représentant Afrique centrale et de l'Ouest du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Gilles Fagninou, dans une sortie médiatique en marge de cet événement. Les malheurs de la jeune génération ne sont pas à leur terme, l'institution onusienne identifie également des disparités dans l'accès aux technologies numériques, un contexte climatique de plus en plus difficile avec des répercussions sur leur développement et leur santé, la précarité, entre autres.

LN

## CIRCULATION

### Route Olounou-Oveng-frontière Gabon: le grand démarrage

Quatre après la désignation de l'entreprise adjudicataire du marché de construction de la route Olounou-Oveng-frontière du Gabon, la machine est mise en branle pour la réalisation dudit projet. Le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, a procédé le 22 novembre 2024 au lancement des travaux de construction sur la section Olounou-Oveng dans la région du Sud. «L'événement a consacré le mouvement de Seas-Cosedil observé depuis

un mois en liaison avec le bitumage de cette route. Le chantier, entamé pour une durée de 24 mois, est long de 70 km pour la première section sur un linéaire total attendu de 110km jusqu'au Gabon. 74 milliards de FCFA sont requis pour l'implémentation du projet contre 67 milliards de FCFA initialement. De cette enveloppe, le gouvernement camerounais a procédé le 2 juillet dernier à une provision de 3,7 milliards de FCFA, au titre d'avance de démarrage

des travaux. Cette infrastructure, fruit de la coopération Cameroun-Italie, prévoit par ailleurs la construction d'un pont sur le fleuve Kom et des postes de pesage et péage. L'ouvrage principal attendu porte sur une route 1x2 voies large de 3,5 mètres avec une vitesse référence de 60 km/h, 13 ponts, 59 ouvrages de drainage transversal ainsi que des équipements de sécurité.

LN

# Quarantenaire de l'ISSEA: la statistique modélise

SARALEES NADARAJAH

## PARI TENU

Les activités y relatives se sont achevées vendredi après quatre journées d'intenses réflexions sur la place de la statistique dans les vellétés de développement des Etats et des entreprises.

19 décembre 1984- 19 décembre 2024. Quarante années d'existence, ça se fête. Et pour l'Institut sous régional de la statistique et d'économie appliquée (ISSEA) qui en a fait un défi majeur pour l'année 2024, le pari est tenu. Quatre jours durant, du 2 au 6 décembre, cette école de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) a mis en lumière ses résultats en matière de formation et développement. Toutes choses qui rentrent dans le cadre de ses missions. Lesquelles consistent, depuis son fondement à Brazzaville, à la formation des cadres statistiques de niveau moyen et supérieur, l'étude et l'analyse des dossiers économiques, la collecte, le traitement, la diffusion et l'utilisation des informations statistiques, entre autres. Il ressort ainsi du moule de cette école sous régionale 3245 jeunes formés « Cette semaine a été l'occasion de rendre hommage à tous ceux qui ont contribué à faire de l'ISSEA un centre de l'excellence au service du développement en Afrique. Nous sommes particulièrement fiers des parcours de nos anciens élèves qui, pour beaucoup, occupent aujourd'hui des fonctions stratégiques dans leurs pays respectifs et au niveau international. L'ISSEA a formé beaucoup, des ministres, des secrétaires généraux, des directeurs généraux, des grands banquiers, etc », indique Marcel Opoumba, directeur général de l'Institut. Il ressort ainsi du moule de cette école sous régionale 3245 jeunes formés depuis sa création. Cette année, l'aventure poursuit avec 399 étudiants, toutes filières confondues, issues de 18 pays africains.

La célébration du quarantenaire de l'ISSEA s'est tenue au Mont Fébé autour du CIPSA 2024 (Colloque international sur la promotion de la statistique appliquée pour la prise de décision et le développement en Afrique).

## «En Afrique, les statistiques ne sont pas suffisamment utilisées pour les prises de décisions»

Pour le statisticien britannique spécialisé dans la théorie des distributions, la théorie des valeurs extrêmes, la statistique non paramétrique et leurs applications, la jeunesse de la population représente un atout majeur à exploiter pour un changement de paradigmes.

### Comment vous sentez-vous dans ce pays?

Le Cameroun est très sympathique. Je veux dire, les gens au Cameroun sont très sympathiques, comme c'est généralement le cas en Afrique. Je veux dire, les gens en Afrique sont généralement très amicaux. Et la météo ici au Cameroun est très bonne, bien meilleure qu'au Royaume-Uni.

Je suis ici parce que j'ai donné une conférence hier pour inciter les jeunes à faire de la recherche. Donc inspirer la jeune génération à contribuer à la recherche en statistique comme moyen de développement, de son propre développement, ainsi que du développement des communautés au Cameroun et du développement du pays tout entier. Cela me passionne donc et j'ai envie de travailler avec la jeune génération dans toute l'Afrique, pas seulement au Cameroun. Actuellement, comme je l'ai expliqué pendant la conférence, je travaille avec environ 30 pays africains, sur les 54 au total. Je veux donc travailler avec eux pour le reste de ma vie et les inciter à publier des articles, à contribuer à la recherche en statistiques, à contribuer aux applications des statistiques aux problèmes de l'Afrique, comme par exemple les inondations ou les sécheresses ou à d'autres problèmes comme le paludisme, la transmission du paludisme, du cancer, ou de la transmission du VIH. Et ce sont des problèmes importants en Afrique. Ce sont des problèmes importants en Afrique, et les statistiques peuvent être utilisées pour les modéliser. Voilà donc quelques-uns des problèmes sur lesquels je travaille avec la jeune génération en Afrique.

### Quel regard portez-vous en tant que président du Comité Scientifique sur le déroulement du colloque qui s'achève?

Cette conférence se déroule bien. J'ai écouté certaines conférences sur les statistiques mathématiques. Il y a beaucoup de gens, des gens



vraiment talentueux, qui donnent des conférences sur divers aspects des statistiques mathématiques, ce qui montre leur talent. Il y a eu beaucoup de questions aux intervenants sur le travail qu'ils présentaient. Cela montre que tout le monde, y compris ceux qui étaient ici, veut apprendre et contribuer aux statistiques. Il y a aussi beaucoup d'étudiants qui sont venus me voir, ont pris des photos avec moi et m'ont parlé des domaines possibles dans lesquels ils voulaient travailler. Et je leur ai dit que je serais heureux de travailler avec eux, quel que soit le domaine des statistiques ou de l'économie qu'ils souhaitent se lancer.

### De toutes les interventions enregistrées lors de ce colloque, lesquelles vous ont marquées?

Non, toutes ces discussions étaient très intéressantes. Je veux dire, j'ai vraiment aimé toutes les discussions. Je n'ai pas eu de discussion particulière que j'ai plus ou moins aimée, je pense que toutes les discussions étaient très bonnes. Ils étaient tous très bons et les gens présentaient leurs conclusions et j'ai été vraiment impressionné par toutes les conférences. Et ils font leurs recherches, sous beaucoup de pression, parce

que beaucoup de chercheurs ici ont une charge d'enseignement élevée et ont des responsabilités familiales. Ils ont dit qu'Internet est un problème, Internet n'est pas très puissant ici et l'électricité n'est pas toujours là non plus. Donc, dans ces conditions difficiles, les gens parviennent à faire de la recherche et je pense que la qualité de la recherche était bonne, à mon avis.

### Le Cameroun se démarque encore par la faible utilisation des données statistiques pour la prise de décisions et cela impacte la conduite des projets. En avez-vous connaissance et avez-vous vécu des situations similaires dans d'autres pays où vous êtes allé?

Je sais qu'en Afrique, les statistiques ne sont pas beaucoup utilisées pour la prise de décision. Je sais que non seulement au Cameroun, mais aussi dans d'autres pays africains, ce n'est pas très utilisé. C'est donc ce que j'essaie de changer. J'essaie de travailler avec la jeune génération en Afrique sur les problèmes pratiques qui touchent les pays, et quelle que soit la conclusion à laquelle nous arriverons, cela peut éventuellement contribuer à certaines décisions des gouvernements. Je pense donc que c'est ce que j'ai dit

hier, à savoir que la jeune génération doit prendre les devants. Je suis heureux de les soutenir 24 heures sur 24, quels que soient les résultats que nous obtenons. Il y a tellement de domaines et vous ne devriez pas laisser d'autres personnes venir vous prendre les données. Il y a beaucoup d'Européens, d'Américains, de Canadiens, d'Australiens qui viennent en Afrique et récupèrent les données, puis ils publient des articles de leur propre chef, sans Africains parmi les auteurs. Cela n'apporte rien au continent africain. Cela ne fait que les aider, car cela les aide peut-être à être promus à des grades plus élevés. Mais je veux que les jeunes, la jeune génération d'ici, s'approprient les données et utilisent leurs compétences et en fonction des résultats, ils peuvent parler aux autorités gouvernementales pour modifier leurs décisions. Je pense que c'est une question très importante de votre part, monsieur. Il est très important que, quelle que soit la conclusion à laquelle nous arrivons, elle doit apporter des changements dans la prise de décision. Donc, je veux dire, c'est ce que je veux voir, je veux voir à l'avenir, que les changements soient établis d'une manière ou d'une autre par les autorités gouvernementales. L'Afrique a la population la plus jeune du monde. C'est le continent le plus jeune en termes d'âge. Il y a donc tellement de potentiel pour ces jeunes d'appliquer leurs connaissances à une variété de domaines. Et les résultats peuvent être formidables et contribuer au développement du pays dans son ensemble et au développement de tout le continent. Au lieu de dépendre de l'aide étrangère de l'Europe ou de l'Amérique, vous savez, nous attendons d'eux qu'ils nous nourrissent. Non, ce n'est pas le genre de choses dont nous avons besoin, je veux dire,

suite à la page 7 >>>

# le développement en Afrique centrale

suite de la page 6 ▶▶▶

nous avons assez de potentiel. Nous avons suffisamment de potentiel pour rendre notre pays grand et rendre l'Afrique grande. Nous ne devrions pas dépendre de l'extérieur. Nous ne devrions pas dépendre de l'extérieur pour nous apporter de l'aide, de sorte que nous obtenions l'aide et des dépenses simplement l'argent. Non, pas comme ça.

Nous ne devrions donc pas dépendre uniquement de l'aide. Par exemple, dans certains pays comme le Soudan du Sud, je travaille avec des personnes au Soudan du Sud. Ils dépendent fortement de

l'aide des États-Unis pour nourrir leurs enfants. Ainsi, ils reçoivent, comme des produits alimentaires provenant d'autres pays extérieurs, pour nourrir leurs enfants. Mais au lieu de cela, je sais que c'est nécessaire, mais il y a beaucoup de jeunes au Soudan du Sud, et ils peuvent s'éduquer et apporter des changements dans la société, comme cultiver leur propre nourriture au lieu de dépendre du monde extérieur. Ils peuvent y cultiver du maïs et d'autres légumes. Ils peuvent élever du bétail par exemple pour la viande, etc. Les changements peuvent donc être apportés. Et vous savez, j'ai grandi au

Zimbabwe, il y a des années, ils importaient du maïs. Maintenant, ils en ont assez. Il y a beaucoup d'agriculteurs, de jeunes agriculteurs. Ils cultivent de bonnes terres et ils cultivent du maïs dans de nombreuses régions différentes du pays. Ils disposent désormais de suffisamment de produits alimentaires pour nourrir toute la population. Ils ne dépendent donc plus de l'aide alimentaire étrangère. Je pense donc que la même chose peut être faite pour d'autres pays d'Afrique.

**L'ISSEA a quarante ans**

**aujourd'hui. Face aux défis auxquels vous venez de faire allusion, comment voyez-vous l'ISSEA demain?**

Eh bien, je parlais à Eric Wansouwe, le coordonnateur de la conférence. Je lui ai dit que j'étais heureux d'encadrer des étudiants en master et en doctorat dans cet institut. Et je vais leur poser des problèmes qui sont pratiquement pertinents pour le Cameroun. Alors, quels sont les problèmes sur lesquels ils peuvent travailler? Des problématiques incroyables sur lesquels je vais les surprendre pourraient avoir des implications sur la politique, pourraient avoir des implications

sur la prise de décision. Et cela contribuera directement ou indirectement au développement du Cameroun et de certains autres pays africains également. C'est donc ce que j'ai proposé à l'organisateur. Oui, je suis heureux de superviser autant d'étudiants, voire cent ou deux cents, ou n'importe quel nombre d'étudiants, bien sûr, gratuitement. Je fais tout bénévolement, sans revenus pour moi, et je pense que cela peut faire un grand changement pour le Cameroun et les pays voisins. Donc, et c'est tout.

*Interview menée par Thierry Ndong*

## Ils ont dit

MARCEL OPOUMBA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ISSEA

**«CET ÉVÈNEMENT A ÉTÉ UNE GRANDE RÉUSSITE»**



Je suis satisfait parce qu'à l'ouverture déjà, on a eu la présence du ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire qui a tenu à être là personnellement pour l'ouverture de ce quarantenaire de l'ISSEA. Quarante ans ce n'est pas quatre jours. Ça fait quatre décennies. Notre sentiment il est positif parce que toutes les activités programmées ont été réalisées, le lundi avec le lancement ; l'après-midi c'était un panel avec les écoles de statistiques africaines car nous sommes en réseau avec d'autres écoles comme celles d'Abidjan et de Dakar. Donc tous les directeurs généraux étaient là pour parler du rôle de la statistique dans le cadre de la formation et dans le cadre de la prise de décision au niveau de nos États. Les deux qui ont suivi c'était un colloque international sur la statistique appliquée. Il y a eu des chercheurs qui sont venus de partout. De la France, du Burkina Faso, d'Abidjan et j'en passe. Ça été une grande réussite mais mon grand plaisir en tant que directeur général de l'Issea c'était jeudi avec la journée des alumni. C'est-à-dire tous les anciens qui ont fini l'ISSEA et là on a eu l'honneur de recevoir le ministre camerounais de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou, qui est venu voir ses cadets pour parler de son expérience. Aujourd'hui, c'était un forum des entreprises. Toutes les entreprises qui étaient là ont compris l'importance de la statistique, surtout avec l'intelligence artificielle. Vous ne pouvez rien faire s'il n'y a pas de statisticien dans votre société. «Ont pris part à ce colloque, des professeurs, des enseignants, des chercheurs, des étudiants, les experts, les professionnels de la statistique, les représentant de différentes entreprises», énonce le rapport des activités. L'événement a été l'occasion d'une harmonisation de la vision rénovation de la formation des experts statisticiens via une rencontre des directeurs des écoles du réseau des écoles de statistiques africaines. Les réflexions se sont ensuite étendues sur les avancées dans le domaine de la statistique au travers de la présentation d'une trentaine d'articles scientifiques. Une brèche s'est par ailleurs ouverte dans les esprits des étudiants qui met évidence des débouchés professionnels. Un forum dédié aux entreprises a ainsi permis de toucher du doigt les attentes des entreprises.

DR SOBOM MATTHIEU SOMÉ, UNIVERSITÉ THOMAS SANKA, BURKINA FASO

**«L'ON NE PEUT MENER DES POLITIQUES SUR LA BASE DU NÉANT»**



On a participé ici en tant que membre du comité scientifique pour pouvoir sélectionner un certain nombre de papiers qui avait une qualité. On avait une centaine de dossiers à sélectionner au terme desquels on en a retenu une trentaine qui ont été présentés mardi et mercredi. Personnellement j'avais également une présentation à faire. Elle portait sur l'estimation... Il s'agissait de pouvoir trouver la répartition du taux de cholestérol. L'application c'était sur les données du taux de cholestérol et donc il s'agissait de voir à quel endroit le taux de cholestérol est dense. Par exemple, sur une population donnée, les gens ont quel taux de cholestérol en moyenne. Est-ce qu'il est bas, est-ce qu'il est haut? À quel endroit il est haut ou bas? Cela permet de dire si, dans la population, les gens plus ont un taux de cholestérol élevé ou bas. En fonction des résultats, on peut maintenant décider quelle politique de santé publique il faut mener. Est-ce que c'est du à l'alimentation, on peut ainsi faire des recommandations pour favoriser le changement des mentalités. Il y a peut-être des dizaines d'années, les gens ne connaissaient pas très bien l'importance de la statistique mais de plus en plus tout le monde sait qu'on ne peut pas mener de politiques sur la base du néant. La base ce sont les chiffres et ce sont les statistiques qui fournissent les chiffres. Ce sont elles qui vous disent voilà où on est et voilà où on veut arriver, voilà les moyens qu'il faut pour y arriver et voilà ce qu'il faut faire. Je sais par exemple qu'ici au Cameroun, il y a un programme de lutte contre le paludisme et qu'il y a des statisticiens là-bas. Rien ne peut plus se faire sans les statistiques aujourd'hui.

PR CELESTIN KOKONENDJI, ENSEIGNANT À L'UNIVERSITÉ DU FRANHE-COMTÉ

**«L'EXPLOITATION DES DONNÉES PERMET D'ALLER DANS LA BONNE DIRECTION»**

Lorsque vous devez prendre des décisions en famille, c'est quelque peu facile, vous pouvez réunir la famille pour discuter des situations. Mais lorsque vous êtes à la



té d'un pays, les données changent et justement les statistiques fournissent au monde moderne des chiffres, des éléments pour pouvoir discuter. C'est un puissant outil d'aide à la décision parce qu'on prend des mathématiques, des théories, on essaie de les ramener au niveau les observations dont on dispose pour pouvoir prendre les décisions. Et il faut que ces statistiques soient de bonne qualité pour que la décision soit intéressante pour la communauté. La qualité ici dépend de chaque État. Si je prends le cas du Cameroun, il y a suffisamment de statisticiens qui sont formés et l'État a pour habitude de les employer au sein de l'administration. Mais si je prends le cas de la Centrafrique mon pays d'origine, là-bas les gens n'ont pas encore l'habitude de recourir à eux. Il faut cependant dire que ce n'est pas le statisticien qui prend les décisions. Il travaille et il revient aux gouvernants de prendre des décisions. Mais tout dépend de la qualité des statistiques et bien sûr il faut savoir donc si le politique est indépendant et souverain. Est-ce qu'il va prendre la bonne décision ou bien il se laisse influencer par d'autres qui vont le noyer dans des cadeaux et du coup il ne prend pas les bonnes décisions. L'exploitation des statistiques peut permettre d'aller dans les bonnes directions ou dans les mauvaises. Mon travail en tant que professeur d'université est de créer des modèles et des procédures pour faire avancer la statistique. Mais quand on laisse tout aux mains des traders ou des banquiers, ou dans certaines instituts économiques, ils n'utilisent pas ces modèles correctement, ils ne respectent pas les hypothèses.

VOLTAIRE FONKOUA, ÉLÈVE INGÉNIEUR ISE NIVEAU 4

**«NOUS MODÉLISONS DES OUTILS DONT ONT BESOIN LES ENTREPRISES POUR SE DÉVELOPPER»**



Dans ce colloque on a appris qu'aucune entreprise ne peut se passer de la statistique. En tant qu'étudiant de l'ISSEA, la formation que nous suivons c'est pour répondre aux besoins des entreprises qui ne sont pas encore capables de se développer sans la statistique. Nous proposons donc nos services en tant que statisticien en modélisant par exemple certains outils dont ils ont besoin pour pouvoir se développer.

*Propos recueillis par Louise Nsana*

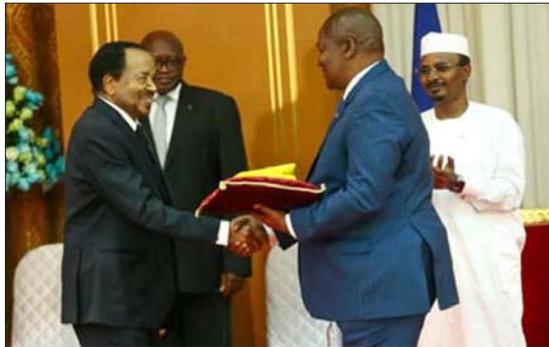
# Endettement dans la Cemac: un sommet extraordinaire des chefs de l'Etat dans le pipe

La rencontre qui se tiendra le 16 décembre 2024 permettra de trouver des solutions aux problèmes financiers des Etats de la zone;

Les chefs d'Etats du Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, RCA et du Tchad ont rendez-vous à Yaoundé le 16 décembre 2024 pour un sommet extraordinaire convoqué par les présidents Paul Biya et Archange Faustin Touadera. Selon nos informations, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et la France sont également parties prenantes à cette réunion d'urgence. Celle-ci, apprend-on, a pour point central la détérioration des finances publiques au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Il s'agira concrètement de trouver des solutions aux difficultés que rencontrent les Etats de la sous-région à s'acquitter du paiement des actifs et intérêts de leurs dettes.

## Bis repetita

La sous-région fait de nouveau face à d'importants déséquilibres macroéconomiques et budgétaires. Aussi, comme en 2016, les parties prenantes aux futures assises cherchent des solutions. Ce d'autant plus que la situation ayant prévalu près de dix ans plutôt avait fait planer l'ombre d'une dévaluation monétaire. Aussi, le 23 décembre 2016, les chefs d'Etats de la Cemac se sont réunis dans un sommet extraordinaire qui avait pour but «d'examiner la



Nouveau sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Cemac en vue

situation économique et monétaire dans la zone Cemac et d'adopter des mesures appropriées visant à juguler les effets néfastes sur double choc pétrolier et sécuritaires sur les économies de la sous-région», renseigne le communiqué final desdits travaux. Lesquels ont débouché à des mesures de consolidation budgétaire dans le cadre de programmes d'ajustement signés avec le FMI; les résultats s'en sont rapidement fait ressentir. «L'exécution du budget de l'Etat s'est soldée en 2017 par un déficit global, base engagements dons compris de 1 347,8 milliards, en chute de 47,7%. En prenant en compte le déficit global, base trésorerie, qui est ressorti à 1 509,1 milliards, et en y ajoutant l'amortissement de la dette

extérieure à hauteur de 968,4 milliards et le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système non bancaire de 72,3 milliards, le besoin de financement global des Etats a atteint 2 549,8 milliards. Il a été entièrement couvert par des concours extérieurs comprenant 252,1 milliards de dons, 2 166,8 milliards des tirages au titre des prêts projets et trésorerie, 126,4 milliards des allègements de la dette, et des concours bancaires à hauteur de 4,6 milliards», pouvait alors indiquer la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) dans son rapport du Comité de politique monétaire du 21 mars 2018. Une position que confortera un an plus tard le président Paul Biya à l'occasion d'une rencontre avec ses homologues.

«Nous constatons que la situation économique de notre sous-région tend à s'améliorer substantiellement. Le taux de croissance sous régional s'est situé à 1,8% en 2018. L'inflation se trouve en dessous de 3%; les déficits budgétaires et extérieurs sont sensiblement réduits; la dette publique se situe à près de 50% du Produit Intérieur Brut pour l'ensemble de la Communauté; les réserves de change de l'espace Cemac s'établissent à présent à plus de trois mois d'importations, écartant ainsi le risque d'ajustement monétaire».

## Conjoncture

La situation connaît cependant des niveaux de dégradation. Notamment depuis 2020, du fait de l'incidence de la crise sanitaire de Covid-19. Ainsi, en 2021, un nouveau sommet extraordinaire est organisé aux fins de trouver des solutions complémentaires. Et bien que la situation connaisse des améliorations, les économies de la Cemac n'ont pas retrouvé les niveaux d'avant Covid-19. La croissance économique est retombée à 1,7% en 2023 contre 3,1% en 2022. L'inflation, en hausse depuis fin 2021, a commencé à fléchir au second semestre 2023. Elle est de 4,7% contre 6,3% un an plus tôt. Ce tableau partiel de la

Banque mondiale est complété par une hausse des dépenses publiques face à un espace budgétaire qui s'amenuise. «Les dépenses totales dans la Cemac ont augmenté pour atteindre une moyenne de 20,1 pour cent du PIB en 2023 contre 18,3 pour cent en 2022, et l'excédent budgétaire a diminué à 1,1 pour cent du PIB contre 2,9 pour cent pendant cette période. La dette publique moyenne dans la région a augmenté pour atteindre 52,8 pour cent du PIB en 2023, contre 51,5 pour cent en 2022. La République du Congo est le pays où les pressions pour réduire le ratio dette/PIB sont les plus fortes; ce ratio aurait atteint 96,0 pour cent en 2023. Le ratio dette/PIB du Gabon (70,5 pour cent) était juste au-dessus du critère de convergence de la dette de la CE-MAC qui est de 70,0 pour cent du PIB», révèle l'institution dans son baromètre économique de mai. Le pire n'est cependant pas atteint car selon des projections, les niveaux d'endettement pourraient augmenter courant 2025; et ce, quoiqu'un bon nombre de pays, à l'instar du Congo, se soient déjà retrouvés dans l'incapacité à honorer des échéances de règlement du service de la dette.

Louise Nsana



**LE YA-FE QUE JE MÉRITE!**

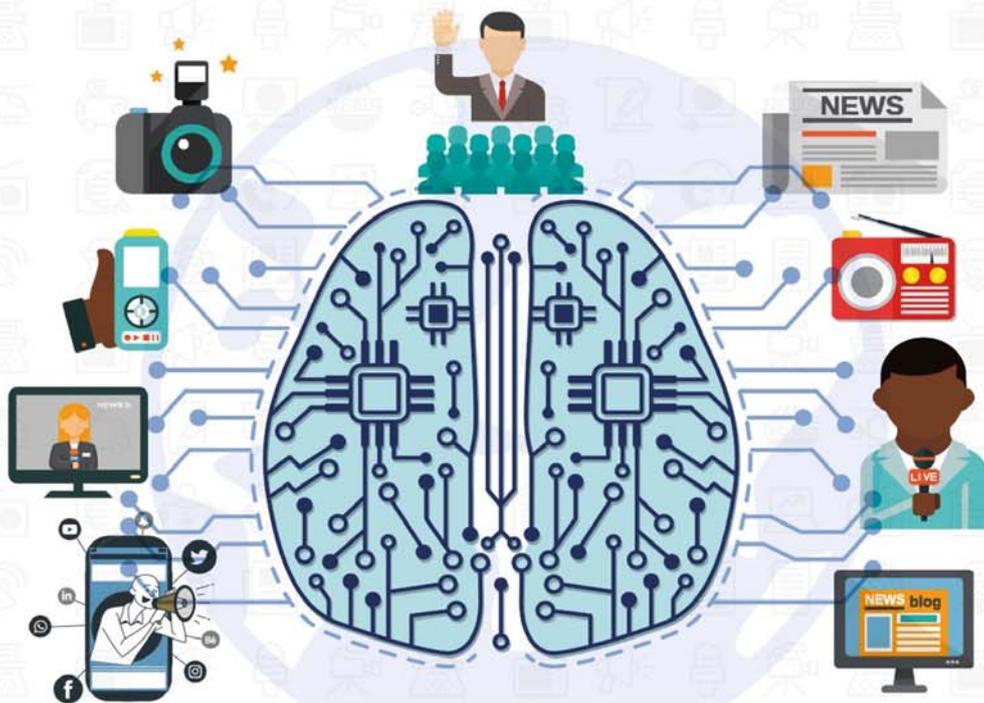
AU PALAIS DES CONGRÈS DE YAOUNDÉ

DECEMBRE							
<b>20</b> Crispo Epole Event house	<b>21</b> Soirée Afrobit	<b>22</b> Miss ronde	<b>23</b> Soirée du Continent Edoudoua & Zak Nyangono Joël la fleur	<b>24</b> Soirée Source du Pays : Magasco Aloch & Cie	<b>25</b> Soirée Gospel	<b>26</b> Soirée Source du Pays : Bad Nova Petit Virus Madib's	<b>27</b> Canal 2 Ya-FE Show
<b>28</b> Soirée Source du Pays : Mimie Mbolé show	<b>29</b> Soirée Mbolé	<b>30</b> Soirée Ultimate	<b>31</b> Soirée Source du Pays : Fadil le sorcier Ulrich Takam	<b>1er</b> Soirée Source du Pays : Tenor Dj starus	<b>02</b> Soirée au féminin	<b>03</b> Rhema World Studio Sandrine Nnanga	<b>04</b> Soirée MTN
JANVIER							
<b>Clôture 5 janvier: Soirée Surprise</b>							

**6<sup>eme</sup> édition**  
**LES JOURNÉES**  
**CITOYENNES**  
**DE LA PRESSE**

**MMC**  
 MEDIAS MÉDIATIONS & CITOYENNETÉ  
 MEDIA MEDIATION & CITIZENSHIP

**FR**  
 FONDATION  
 Paul ANGO ELA



bqfstudio

Thème :

# Intelligence artificielle, médias et démocratie :

## Enjeux, opportunités et menaces

**19 au 21**  
décembre 2024

**Palais des  
Congrès**  
Yaoundé

691 60 83 45  
 @ 2mc.association@gmail.com  
 f Journées Citoyennes de la Presse



**Kalara**

**Mutations**

Intégration

**ECONOMIE**

**EcoMatin**

L'œil du Sahel

le jour

défis actuels

TIMBA BEMA

## «L'écrivain que je suis ne peut pas rester insensible à ces voix qui ne demandent qu'à être entendues»

Le jeune écrivain camerounais résidant en Suisse dévoile le contenu des 213 pages de «La maladie sans nom», son dernier roman paru en septembre dernier aux Editions Les Lettres Mouchetées.

### Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs?

Mon nom est Timba Bema. C'est mon nom à l'état civil. J'ai de la gratitude d'avoir reçu de mes parents un tel nom, ce qui me donne la certitude d'une mission à accomplir. Je suis connu du grand nombre comme écrivain, poète et penseur. Je suis né et j'ai grandi à Bali, un quartier historique de Douala, que j'aime à appeler l'estuaire des grisailles. Je suis donc un enfant de l'eau, de l'eau de ces pluies successives qui imbibent le sol sablonneux de la ville, mais je suis aussi un enfant des eaux grises du Wouri qui charrient ces pirogues et autres gerbes arrachées à la mangrove, dérivant comme un cantique triste vers l'horizon brumeux.

### «La maladie sans nom». Quatre mots pour un titre. De quoi parlez-vous exactement?

«La maladie sans nom» est un roman d'apprentissage qui retrace le choc et la transformation de Nyango, le personnage principal, lorsqu'elle découvre la réalité de son pays à travers l'irruption dans son existence ainsi que celle de sa famille de l'opération Epervier. Son père, qui est un expert-comptable discret et réputé, est insidieusement accusé d'avoir facilité les détournements de fonds d'un ministre en vue. Il est accusé. Mais aucune information judiciaire n'est ouverte à son encontre. Pourtant, s'ouvre une enquête loufoque et improbable menée par des agents de renseignement aux noms aussi improbables que Jean-Miché Kankan, Essindi Mindja, Dave K. Moktoï et Jimmy Biyong. Cette enquête kafkaïenne perturbe de façon irrémédiable la tranquillité de cette famille. Nyango et les siens parviendront-ils préserver leur honneur devant les accusations fantaisistes qui prolifèrent à leur égard? Parviendront-ils à éviter le rouleau compresseur invisible



qui fonce inéluctablement sur leurs corps dans le but non avoué de les écraser? Enfin, parviendront-ils à se prémunir de cette maladie sans nom qui ronge leur pays au plus profond de ses entrailles, détruit les corps, les rêves et les familles, travestit le langage, renverse les valeurs? Telles sont les questions auxquelles le lecteur trouvera la réponse après la lecture du roman. Vous l'aurez compris, «La maladie sans nom» est le procès de la déchéance que connaît actuellement le Cameroun ponctuée par les victoires des Lions indomptables.

### Pourquoi avoir pris votre plume et rédigé tout un roman sur un tel sujet?

Cette déchéance dont je parlais plus tôt consiste en la destruction systématique des corps et des rêves. Ce qui produit du mal-être, de la souffrance, de la désespérance, comme en témoigne le récent article du journal La voix de jeunes qui révèle dans ses colonnes que 97% des jeunes

souhaitent quitter le pays pour se réaliser en Europe ou aux Amériques. L'écrivain que je suis ne peut pas rester insensible à ces voix qui ne demandent qu'à être entendues, portées et, dans une certaine mesure, révélées à elles-mêmes dans leur tourbillon et dans leur vertige. A travers ce roman, je voulais explorer la mécanique qui produit ce mal-être, cette souffrance, cette désespérance, en posant une main fraternelle et attentive sur l'épaule de l'affligé.

### Quelle est l'identité littéraire que vous défendez?

Comme toute personne de mon temps, je suis une somme d'influences qui dépassent les limites géographiques de mon pays qui a certes une vocation de carrefour. Ceci dit, je remarque également que les civilisations changent peu ou si lentement qu'il faut des dizaines de milliers d'années pour percevoir des transformations significatives. Cette permanence de l'esprit signifie, en ce qui concerne la littérature, et j'insiste sur ces aspects

sociales, puisque je range la littérature dans le domaine des sciences sociales, que des thèmes structurants peuplent les récits, les narrations, génération après génération. Dans «La maladie sans nom», j'ai exploité un thème fondamental à savoir la crise successorale, qui est le conflit que se livrent les frères pour capter l'héritage du père dont la figure est sacrée, vénérée. Mon identité littéraire se rapprocherait donc de ce que j'appelle l'ancrisme, qui vient du substantif ancre. Je me soucie de produire une littérature dont les thèmes structurants prolongent et réactualisent les récits, les narrations de l'aire civilisationnelle dite négro-africaine.

### Avez-vous l'impression que l'identité que vous défendez est à même de porter le message que vous voulez passer?

Mon souci est plutôt celui de l'honnêteté, car il me semble que, malgré 150 ans de colonisation européenne, ce sont les mêmes thèmes qui structurent notre imaginaire et nous expliquent donc, étant entendu que la littérature est aussi ce miroir à travers lequel on apprend à se connaître et pourquoi pas à s'accepter. Je suis convaincu que pour atteindre l'universel, tout discours doit être ancré au plus profond de soi, c'est-à-dire concilier nos ombres et nos lumières, nos tempêtes et nos folies.

### Vos projets littéraires dans les court, moyen et long termes, quels sont-ils?

Je viens de publier une pièce de théâtre qui a pour titre «On l'appelait Joséphine». Mes projets immédiats sont de la monter, mais surtout d'assurer la promotion de «La maladie sans nom». A ce titre, je vous remercie de l'attention que vous portez à mon travail.

Propos recueillis par  
Jean-René Meva'a Amougou

# Intégration

Quartier Nkomkana,  
Immeuble Diane  
(face station service Total)  
B.p: 33 266  
Yaoundé-Cameroun

Tél.: (+237) 222 23 23 52  
6 90 02 03 39  
6 76 20 37 09

Directeur de publication  
Thierry Ndong Owona

Conseil éditorial  
Jean-Claude Djereke  
Pr. Jules Eloundou

Secrétaire général  
Achille Olama

Rédacteur-en-chef  
Thierry Ndong Owona

Secrétaire de rédaction  
Joseph Julien Ondoua Owona

Desk Littoral et Sud-Ouest  
Diane Kenfack  
+237 242 047 893

Rédaction  
Thierry Ndong Owona,  
Jean-René Meva'a Amougou  
Joseph Julien Ondoua Owona  
Rémy Biniou  
Diane Kenfack  
Bobo Ousmanou  
André Gromyko Balla  
Zéphirin Foto Kanga  
Ongoung Zong Bella  
Louise Nsana

Correspondants  
Celestin Ngoa Balla  
(New York)

Birgit Pape Thoma  
(France, Allemagne)

Graphisme  
Patrick Landry Amougou

Marketing et Commercial  
Audrey Bella  
+237 6 96 03 99 53  
6 50 89 57 64

Publicité  
+237 222 23 23 52  
6 90 02 03 39  
6 76 20 37 09

Community manager  
Viviane Tchiazé

Web site  
www.journalintegration.com

E-mails  
journalintegration@gmail.com  
ndongru@yahoo.fr

Impression  
Macacos  
Douala

Dr TOM

NOUVEL IMMEUBLE-SIÈGE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU CAMEROUN

*Le message qui trône sur l'une des façades du nouveau bâtiment de la chambre basse du parlement camerounais trahit le branding de l'Empire du Milieu, dans un contexte de farouches luttes géopolitiques.*

## «Aide de la Chine pour un futur partagé»?

Lorsqu'on est à l'entrée principale du nouvel édifice qui sert de siège à l'assemblée nationale du Cameroun, on peut lire des écriteaux en mandarin, en anglais et en français marqué à sa devanture. «Aide de la Chine pour un futur partagé» est écrit en gras sur l'une de ses façades. De première vue, cet édifice est un canal d'expression de son donateur. On aperçoit des drapeaux chinois bien hissés, dominant l'un des institutions de souveraineté, garant du pouvoir législatif au Cameroun. Le contemplateur étranger pourrait premièrement supputer sur une démonstration de la toute-puissance de la Chine en Afrique plutôt qu'à la consécration d'un bilatéralisme triomphant entre deux États. Cet immeuble nous révèle que la Chine s'exprime bien en Afrique puisque les marques de sa domination sont bien visibles.

En 2017, l'immeuble-siège de l'Assemblée nationale avait été partiellement ravagé par un incendie. Deux ans plus tard, le président de l'auguste chambre posait la première pierre d'un nouvel édifice, entièrement financé par la Chine. Ce projet a débuté en janvier 2019. Le 30 Novembre 2024, il a été officiellement inauguré. Un bâtiment qui comprend un hémicycle de plus de 400 places et des bureaux modernes sur 14 étages, une salle de banquet de 1000 places, un musée parlementaire constitué de l'actuel hémicycle, deux casernes de gendarmerie et de pompiers. 60 milliards de francs CFA ont été investis sur 37.500 mètres carrés de terrain.

### Célérité

De prime abord, il faut admettre que ce temple de la démocratie camerounaise affiche fière allure. Ce joyau architectural écume les sommets de la colline de Ngoa-Ekelle. Il a poussé comme un champignon, avec une célérité qui bat des records dans les BTP camerounais. Surtout lorsqu'on sait les lenteurs qui caractérisent habituellement les livraisons des projets de construction dans les marchés publics de ce pays, leader économique incontesté en Afrique centrale.



Le "message" est clair, et doit être lu par les "autres"

Lorsqu'on aperçoit la structure, on est en droit de se demander: «mais qu'est-ce qui a bien pu marcher cette fois pour qu'elle puisse être exécuté aussi rapidement?». Oui, bien évidemment, après 5 années de travaux, le camerounais lambda est naturellement surpris de la vitesse d'exécution de ce gigantesque projet.

### Que perdons-nous encore en l'obtenant?

Les Camerounais apprécient relativement cette «aide» dont les travaux ont été diligentés par l'entreprise chinoise Beijing Urban Construction Group. «Ce beau cadeau, cette imposante bâtisse contribue à l'embellissement de cette avenue historique. Mais il y'a lieu de s'interroger sur la qualité du message que le providentiel donateur chinois voudrait faire passer. Surtout lorsqu'on aperçoit les marques de sa prépondérance sur cette institution phare du Cameroun», explique un riverain. «A cette ère où les Etats africains semblent s'interroger sur la durabilité de la coopération entre les Etats du Nord et ceux du Sud, n'est-on pas en droit de dire que cette libéralité chinoise n'est d'aucune utilité puisqu'elle n'impactera nullement l'essor économique du Cameroun? Et que l'obsolescence de pareille assistance est de plus en plus perceptible dans nos sociétés?», s'interroge-t-il.

«L'immeuble-siège de l'Union Africaine à Addis-Abeba, entièrement financé et

construit par la Chine, a fait couler beaucoup d'encre et salive. Après un audit sécuritaire, plusieurs allégations soutenaient que les bureaux de cet immeuble avaient été truffés de micros reliés directement à Pékin. Le huis clos entre les Chefs d'Etat était directement écoutés par des agents de renseignement assis devant leurs postes récepteurs à Pékin. Quel est donc la pertinence d'accepter se faire construire une institution de souveraineté, à l'exemple de l'Assemblée nationale, par une puissance étrangère à une ère où la guerre du renseignement bat son plein?

Lorsqu'on sait que dans les relations entre Etats capitalistes, seuls les intérêts comptent, on se doit d'être prévenants. Les défenseurs du néo-colonialisme chinois présentent la Chine comme une alternative à l'impérialisme occidental. Ils font promouvoir un discours propagandiste sous le fallacieux slogan du «gagnant-gagnant». Sérieusement, peut-on envisager un rapport gagnant-gagnant entre le riche et le pauvre, le fort et le faible? Nous croyons que non!», conclut un activiste de la société civile, très introduit dans les dossiers de la coopération Chine-Afrique.

### Le riche ou le fort l'emporte toujours

Pour plusieurs observateurs politiques africains, les flux d'aide de Pékin vers les pays africains est un instru-

ment de soutien à l'élite dirigeante corrompue. Ces financements permettent à ce "donateur" de s'assurer un accès aux ressources naturelles et aux entreprises chinoises de prendre pied dans les pays bénéficiaires. En plus, une part croissante de l'aide se transforme généralement en prêts, augmentant le fardeau de la dette. Les critiques soulignent également que l'aide ne profite pas toujours aux bénéficiaires. Elle est souvent détournée vers des intérêts égoïstes. Bien que critiquée pour son approche liée aux ressources naturelles, l'omniprésence chinoise est perçue par les dirigeants africains comme une opportunité de développement alors que les observateurs occidentaux estiment que cette Chine «généreuse» est un «donateur voyou».

Il faut admettre que l'aide au développement au Cameroun est principalement fournie par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne. L'AFD intervient dans divers secteurs tels que l'agriculture, l'éducation, la santé et les infrastructures, avec des financements annuels d'environ 150 milliards FCFA depuis 2002. La France et l'UE sont les principaux donateurs du Cameroun. Leur assistance représentante entre 5% et 10% du budget national. Cependant, des défis persistent, notamment la corruption et un manque de coordination entre le gouvernement et ces partenaires.

Il faut repenser l'aide au développement en Afrique. C'est une urgence. Le terme «aide», de plus en plus péjoratif, est devenu obsolète. L'aide dans son sens classique est dépassée. De plus en plus, on parle d'assistance ou de coopération. Il faut trouver une alternative aux modèles d'aide traditionnels. On peut tout donner à un peuple mais tant qu'on ne lui apprend pas produire par lui-même, on ne l'aide pas. Souvenons-nous de cette célèbre maxime de Confucius, sage chinois qui, dans ses cogitations, estimait "qu'à me donner du poisson, apprenez-moi à pêcher". Ce confucianisme, la Chine l'a mis en exergue pour amorcer son essor. Elle a dû cravacher en s'imposant une certaine conduite. Face à ses maîtres occidentaux, elle a toujours exigé un transfert de technologie, seul gage susceptible de favoriser une réelle plus-value.

Pour lutter contre la pauvreté en Afrique, l'assistance devrait inclure un soutien conséquent dans divers secteurs phares. L'investissement dans l'agriculture et la productivité des petits exploitants peut favoriser la sécurité alimentaire et augmenter les revenus des populations à la base. L'octroi des microcrédits et la création des groupes d'épargne permettront aux familles de créer des entreprises et d'améliorer leur situation financière. L'investissement dans des programmes de santé et dans l'éducation sera crucial pour améliorer les conditions de vie des plus pauvres. Il faut impliquer les communautés locales dans le développement des micro-projets. Ce qui pourra assurer une meilleure adaptation aux besoins spécifiques.

En septembre dernier, lors du sommet de Beijing le président chinois, Xi Jinping, a annoncé un soutien financier de 360 milliards de yuans pour des projets conjoints en Afrique, incluant la santé, l'agriculture et l'industrialisation. Elle aspire mettre l'accent sur des actions concrètes et des résultats durables. Et c'est sur ces nouveaux leviers que la République Populaire de Chine est plus attendue au Cameroun.

**CNPS NSIF**  
Caisse Nationale de Prévoyance Sociale / National Social Insurance Fund  
*Vous ne serez jamais seul / You will never live alone*

**Vérifiez vos cotisations et suivez vos dossiers **CNPS****

**Sur**

- Whatsapp & SMS**  
*En composant le **\*101#***

.....  
750 FCFA /MOIS 9000 FCFA /AN

*Service disponible avec les opérateurs MTN & ORANGE*

*Vous ne serez jamais seul*

**Numéro court **CNPS** 83 83**



# NOTE d'information

Quand l'info crée de la valeur !

## INNOVATION

# Votre CNPS désormais dans la poche!

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers/clients de la CNPS, la gamme des services digitaux de la CNPS s'enrichit avec une nouvelle application mobile baptisée "MA CNPSA MOI".

**L**e top management a décidé de doter la CNPS d'une application mobile couvrant l'ensemble des services en ligne offerts jusque-là accessibles à travers le site web principalement. L'objectif est de faciliter davantage l'accès aux services offerts par la CNPS. Simple, pratique et accessible, "MA CNPSA MOI" est téléchargeable sur les plate-

formes officielles, précisément PlayStore pour Android et AppStore pour Iphone. Elle a de nombreux avantages et tous les groupes de services digitaux essentiels y sont regroupés. A partir de MA CNPSA MOI, tout internaute qui a téléchargé l'application a accès aux informations sur la CNPS qui se trouvent sur la page d'accueil. D'autres rubriques y sont également

présentes depuis le bas de la page d'accueil, notamment les appels d'offres pour les soumissionnaires, les communiqués de l'organisme ainsi que les imprimés utiles pour tous les services offerts par la CNPS. De même, l'application contient des services d'information et d'interaction avec la CNPS réservés aux employeurs immatriculés et aux assurés sociaux volon-

taires et obligatoires. L'on y accède après authentification avec son compte de l'espace employeur de télédéclaration ou de l'espace assuré pour les travailleurs immatriculés. Il s'agit là d'une innovation au goût du jour qui s'inscrit au cœur de la vision managériale, permettant ainsi pour répondre un peu plus chaque jour, aux préoccupations des assurés sociaux.



## MESSAGE CNPS

Une fois de plus, comme ils nous en ont habitué depuis plusieurs années à des échéances calendaires bien connues désormais, sans obtenir les résultats recherchés, un groupuscule de personnes haineuses, malveillantes et aigries s'emploient à inonder les réseaux sociaux des tracts anonymes, en annonçant une paternité fictive avec des personnels de la CNPS, pour se livrer à leur exercice favori d'immondes nauséabondes et infectes envers des responsables de l'organisme, afin de susciter la réprobation recherchée contre ceux-ci.

Le Directeur général de la CNPS tient à rappeler que, comme à l'accoutumée, cette autre tentative malheureuse de déstabilisation est vouée à un échec prévisible. La CNPS reste tendue sans concession ni distraction vers l'amélioration continue de sa qualité de service et les performances financières unanimement reconnues par ses assurés sociaux et toutes les parties prenantes ici et ailleurs, avec l'apport décisif de ses personnels acharnés au travail, ainsi que la contribution exceptionnelle, efficace et fort appréciée des responsables si malhonnêtement visés.

Il n'en demeure pas moins que, face à la récurrence de ces actions indignes de diffamation, la CNPS a d'ores et déjà engagé les actions judiciaires opportunes pour identifier, retrouver et punir les coupables, lâchement tapis dans l'ombre maléfique de leurs réduits et le reflet hideux de leurs écrans aux exhalaisons putrides.

LE DIRECTEUR GENERAL

Noël Alain Olivier  
MEKULU MVONDO AKAME

- 8383
- @CnpsCameroon
- CNPS
- CNPS Cameroon
- CNPS-CAMEROON@CNPS.CM
- cnps.cameroon/cnps.cm

I am Sorry !!!!!

*Vous ne serez jamais seul !*



Kinshasa, le 26 novembre 2024

## TRADEX LANCE SES ACTIVITES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

La société **TRADEX**, acteur majeur de la commercialisation des énergies en Afrique Centrale, annonce le lancement le mardi 26 novembre 2024, des activités de **TRADEX RDC**, sa nouvelle filiale établie en République Démocratique du Congo.

Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital social de 2,5 milliards de Francs CFA, **TRADEX RDC** intervient sur l'essentiel de la chaîne de valeur du secteur pétrolier aval. Son activité inclut la distribution des produits pétroliers à travers un réseau de stations-service et des points consommateurs installés sur les sites de production des entreprises, la distribution du gaz domestique, l'avitaillement des aéronefs sur les plateformes aéroportuaires du pays en carburéacteur Jet A1, l'approvisionnement en hydrocarbures de soutes des navires et autres embarcations naviguant dans les eaux congolaises.

La nouvelle entité a tenu son Assemblée générale constitutive à Kinshasa ce mardi 26 novembre 2024. Elle a désigné comme premiers Administrateurs de la société, **Igor Emmanuel SOYA BISSAYA**, **Emmanuel Patrick MVONDO**, **Awoua SOULEMANOU** et **Nadine Frida KENMEGNE**.

Le premier Conseil d'Administration de l'entreprise s'est tenu dans la foulée. A l'issue de cette réunion statutaire, **Igor Emmanuel SOYA BISSAYA** a été élu Président du Conseil d'Administration de **TRADEX RDC**. **Philippe ATTANG ATOMB BEKONDJ** est nommé Directeur Général.

La création de **TRADEX RDC** consacre l'expansion de la société **TRADEX**, filiale de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) du Cameroun, au-delà des seules frontières de la communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Implantée au Cameroun, au Tchad, en République Centrafricaine et en Guinée-Equatoriale, **TRADEX** élargit ses horizons en s'ouvrant à un premier pays de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC), 4<sup>ème</sup> pays couvert dans l'aire géographique de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC).

Réagissant à la suite de la tenue de la première session du Conseil d'Administration, **Monsieur Igor Emmanuel SOYA BISSAYA**, Président du Conseil d'Administration de **TRADEX RDC** déclare : « **Ce jour est à marquer d'une pierre blanche. 25 ans après sa création, TRADEX continue de représenter un atout de poids pour l'autonomie énergétique de ses pays hôtes. Notre ambition est de contribuer de manière pertinente par la qualité de nos produits, nos services, notre ancrage à l'innovation et notre engagement sur le terrain de la création d'emplois, la préservation de l'environnement et la lutte contre la pauvreté, à la marche résolue de la République Démocratique du Congo vers l'émergence. En cela, nous continuons de faire vivre la vision du Ministre Adolphe MOUDIKI, le fondateur et patron du Groupe TRADEX, qui attend de notre entreprise qu'elle continue de poser des actes structurants qui renforcent son positionnement de leader dans les maillons-clés du secteur pétrolier africain.** ».

### A propos de TRADEX

Fondé par la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), **TRADEX** est l'un des acteurs majeurs du secteur pétrolier aval en Afrique Centrale. Ayant son siège social à Douala depuis sa création en 1999, la société opère un réseau de stations-service en croissance, riche d'une centaine de points de vente, couvrant le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad et la Guinée-Equatoriale.

**TRADEX** intervient principalement dans la Distribution des produits pétroliers, le Trading, l'avitaillement des aéronefs sur diverses plateformes aéroportuaires et l'approvisionnement des navires, chalutiers et plateformes pétrolières en hydrocarbures de soutes. **TRADEX** a créé depuis son entrée dans la Distribution des produits pétroliers en 2006, un peu plus de 1600 emplois.

Contact Presse : Calvin M'BOND GSM : 650 53 23 98 Courriel : calvin.mbond@tradexsa.com